

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 2 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 3 août 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PASTACORP

9, boulevard de Croisset
76000 ROUEN

Références : UDRD.2022.08.R.07
Code AIOT : 0005802240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 3 août 2022 dans l'établissement PASTACORP implanté 9, boulevard de Croisset 76000 Rouen. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASTACORP
- 9, boulevard de Croisset 76000 Rouen
- Code AIOT : 0005802240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Activité principale :

Fabrication de semoule à partir de blé dur (réception et stockage de blé ; nettoyage, mouillage et trituration de blé ; conditionnement et chargement de semoule ; valorisation de pellets de résidus de meunerie).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Récolement inopiné de l'arrêté préfectoral de sanctions administratives du 5 juillet 2022 ; plaintes pour nuisances sonores.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 10/10/2017, article 6.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	nettoyage	Arrêté Préfectoral du 10/10/2017, article 7.3.9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	exutoire des effluents du laboratoire	Autre du 05/07/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le préfet de liquider complètement l'astreinte administrative d'un montant journalier de 100 euros imposée à la société PASTACORP par arrêté préfectoral du 5 juillet 2022, pour la période à compter de la notification de cet arrêté, soit le 6 juillet 2022, jusqu'au 3 août 2022 inclus, date de la visite d'inspection précitée, soit une période 29 jours au total. Le montant du titre de perception correspondant est de 2 900 euros.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui communiquer :

- dans les meilleurs délais, les justificatifs attestant du raccordement pérenne de l'évacuation des effluents du laboratoire vers la fosse septique ;
- sous un délai de 1 mois, les résultats des nouvelles mesures des émissions sonores après remplacement des filtres, intégrant en particulier un relevé des niveaux sonores au niveau des habitations situées sur la colline de Canteleu faisant face au site.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller constamment à maintenir un état de propreté satisfaisant de ses installations, conformément à l'article 7.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 :

- en menant des opérations de nettoyage aussi fréquemment que nécessaire à l'aide de matériel autorisé ;
- et en procédant sans délai aux réparations des conduits et autres organes de fonctionnement éventuellement défectueux, et à l'origine d'émissions de poussières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : exutoire des effluents du laboratoire

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de sanctions administratives du 05/07/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, raccordement du bac de collecte des effluents du laboratoire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : la société PASTACORP est également redevable d'une astreinte journalière d'un montant forfaitaire de 100 (cent) euros applicable à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à satisfaction du terme de la mise en demeure concernant le raccordement du bac de collecte des effluents du laboratoire à un exutoire de traitement conforme autre que le milieu naturel.
Constats : l'inspection des installations classées a constaté dans le laboratoire la présence d'un seau destiné à collecter les effluents rejetés lors des manipulations. Selon les déclarations de l'exploitant, ce seau est vidé en fin de journée dans les toilettes. Les toilettes sont reliées à la fosse septique du site, laquelle est vidangée annuellement par une entreprise spécialisée avec traitement des eaux dans une installation autorisée. L'exploitant a précisé que cette solution était temporaire, dans l'attente de l'intervention d'un plombier afin de mettre en œuvre une solution de raccordement pérenne. Selon l'exploitant, tous les intervenants du laboratoire ont été sensibilisés à l'utilisation de ce seau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 10/10/2017, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, niveaux limites de bruit en limites de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : les niveaux limites de bruit ne dépassent pas en limite de propriété de l'établissement, du fait de son fonctionnement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : période de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés) : 65 dB(A) [...]
Constats : en lien avec les plaintes pour nuisances sonores visant le site et reçues les 2 et 19 juillet 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les nuisances sonores émises par l'établissement proviennent d'une extraction d'air dépoussiéré située en hauteur sur la façade Nord (côté boulevard de Croisset) des moulins A et B. L'exploitant a indiqué que la mousse absorbante contenue dans les tiroirs des filtres antibruit s'était dégradée et que ces dispositifs ne remplissaient plus leur fonction. Des filtres neufs devaient être livrés et installés en semaine 32, entre le 8 et le 12 août 2022. Par courrier électronique du 25 août 2022, l'exploitant a indiqué que les filtres antibruit ont bien été remplacés en semaine 32. Néanmoins, entre la visite du 3 août et le remplacement des filtres, une nouvelle plainte de la part d'un riverain a été reçue le samedi 6 août. L'exploitant a fait savoir que de nouvelles mesures des niveaux sonores émis par les installations étaient prévues. L'inspection des installations classées demande donc à l'exploitant de lui transmettre sous un délai de 1 mois les résultats des nouvelles mesures des émissions sonores après remplacement des filtres, intégrant en particulier un relevé des niveaux sonores au niveau des habitations situées sur la colline de Canteleu faisant face au site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 10/10/2017, article 7.3.9
Thème(s) : Risques accidentels, matériel de nettoyage et consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux – en particulier les silos et les moulins – sont maintenus propres et régulièrement nettoyés (y compris lors des phases de travaux et de maintenance), de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières, en particulier sur le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements, et toutes surfaces susceptibles d'en accumuler. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 30 g/m ² . Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières, et présente toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'utilisation de balais ou d'air comprimé ne se produit qu'à titre exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières.
Constats : l'inspection des installations classées a constaté la présence de poussières dans la galerie sur-cellules du silo en béton de produits finis, ainsi que dans la galerie sur-cellules du silo de transilage (silo A). Les poussières accumulées dans la galerie sur-cellules du silo en béton de produits finis seraient liées, selon l'exploitant, à un défaut de fonctionnement des vannes d'air comprimé régulant le fonctionnement des dispositifs de décolmatage. L'inspection des installations classées a effectivement constaté qu'un flux d'air était émis en continu à l'extérieur de l'une des cellules contenant les manches à décolmater, au lieu d'être injecté dans la cellule. L'exploitant a indiqué qu'une intervention simple, visant à remplacer la pièce défectueuse par une pièce neuve, disponible sur site, allait être menée dans la journée. Par courrier électronique du 25 août 2022, l'exploitant a confirmé avoir procédé au remplacement de l'électrovanne défectueuse (électrovanne servant au dégommage des manches filtrantes), et au remplacement des autres électrovannes à titre préventif. Une photo, transmise par l'exploitant dans son courrier électronique du 25 août 2022, montre la galerie sur-cellules du silo en béton de produits finis dans un état de propreté convenable. Les poussières accumulées dans la galerie sur-cellules du silo de transilage (silo A) semblaient quant à elles liées à un défaut d'étanchéité au niveau du cyclone surplombant le tamiseur, défaut d'étanchéité ayant pu être provoqué par les vibrations du tamiseur. Dans son courrier électronique du 25 août 2022, l'exploitant a fait savoir qu'une intervention avait eu lieu en semaine 32 pour ressouder une pièce à l'origine des vibrations. Une photo, transmise par l'exploitant dans son courrier électronique du 25 août 2022, montre la galerie sur-cellules du silo de transilage dans un état de propreté convenable. L'inspection des installations classées a également constaté que l'opérateur de nettoyage utilisait un balai, provoquant la mise en suspension de poussières. L'exploitant a confirmé avoir rappelé aux opérateurs les consignes de nettoyage à appliquer, ainsi que l'utilisation de l'aspirateur plutôt que des balais.
Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller constamment à maintenir un état de propreté satisfaisant de ses installations, conformément à l'article 7.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 : <ul style="list-style-type: none">- en menant des opérations de nettoyage aussi fréquemment que nécessaire à l'aide de matériel autorisé ;- et en procédant sans délai aux réparations des conduits et autres organes de fonctionnement éventuellement défectueux, et à l'origine d'émissions de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet